

CE QUE L'ALLEMAGNE DOIT AU CAMEROUN



**SUR LA NÉCESSITÉ DE
RÉPARER LES DOMMAGES
CLIMATIQUES**

TABLE DES MATIÈRES

3	Résumé
4	Introduction
6	I. L'exploitation pendant la colonisation allemande et son impact sur la vulnérabilité climatique du Cameroun
7	I.1 Sylviculture
7	I.2 Agriculture
8	I.3 Impact social +
9	II. Vulnérabilité climatique et défis d'adaptation du Cameroun
10	II.1 Vulnérabilité climatique
11	II.2 Une capacité d'adaptation limitée
12	II.3 Régions particulièrement vulnérables
14	III. Les réparations climatiques de l'Allemagne pour le Cameroun dans la pratique
15	III.1 Qu'est-ce que les réparations ?
16	III.2 Les réparations, un changement fondamental dans les relations germano-camerounaises
18	III.3 Une tentative de quantification
22	III.4 Les voies de la réparation financière

Impressum

Publié par

Konzeptwerk Neue Ökonomie
Klingenstr. 22, 04229 Leipzig

www.konzeptwerk-neue-oekonomie.org

Avril 2025

Auteurs

Oumarou F. Mfochivé, Caro Rübe, Kai Kuhnhen

Révision et relecture

Emily Pickerill (Language Boutique), Raphaël Garric, Caroline Hoffmann

Coopération et assistance

Divij Kapur

Design

Lu Kohnen

Ce travail est placé sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives

4.0 (BY-NC-ND). Pour plus d'informations :
creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

RÉSUMÉ

Les pratiques d'exploitation de la période coloniale allemande ont eu un impact dévastateur sur le Cameroun. Les plus importantes de ces pratiques comprennent la déforestation massive, le déplacement des cultures traditionnelles, l'érection de vastes plantations en monoculture et les problèmes sociaux qui en découlent, tels que la pauvreté et des tensions sociales diverses.

Les impacts de l'exploitation ont conduit à un système économique qui continue aujourd'hui à dépendre de l'exportation des cultures, entraînant une destruction accrue des forêts tropicales et une forte vulnérabilité climatique. Cette vulnérabilité est hétérogène dans le pays, les régions côtières étant confrontées à l'élévation du niveau de la mer et à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, tandis que les régions sahéliennes sont confrontées à la sécheresse et à la désertification. De plus, les inégalités socio-économiques héritées de la période coloniale persistent au Cameroun et exacerbent la vulnérabilité des populations au changement climatique.

La capacité du pays à s'adapter au changement climatique est entravée par un certain nombre de facteurs, notamment le manque d'infrastructures résistantes aux risques et la faiblesse des systèmes d'alerte précoce. Ces deux facteurs sont liés à un problème clé : l'insuffisance des ressources financières.

En conclusion, le Cameroun est l'un des pays qui subit le plus les dommages causés par le réchauffement climatique alors qu'il ne contribue que très peu aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). À l'inverse, l'Allemagne a contribué de manière considérable à la catastrophe climatique. Les réparations climatiques de l'Allemagne au Cameroun sont un moyen de réparer ce préjudice et d'améliorer la situation du Cameroun. Au minimum, elles devraient être constituées d'excuses, d'une forme de compensation matérielle et d'une garantie de non-répétition de l'infraction, cette dernière exigeant une décarbonisation rapide et une transformation systémique de l'économie.

Au sujet des compensations matérielles, nous avons calculé que l'Allemagne devrait payer environ 38 milliards d'euros au Cameroun. Il ne faut pas confondre ces réparations avec l'aide au développement, qui perpétue généralement la subordination et la domination coloniale. Les réparations sont au contraire un moyen de libération, elles ne peuvent pas effacer les dommages causés, mais elles peuvent aider à atténuer les conséquences, à empêcher l'apparition de préjudices pour les générations futures et à créer un monde plus juste.

En ce qui concerne les voies concrètes pour les réparations financières, nous proposons une mosaïque d'actions sur la scène multilatérale et bilatérale. Les options les plus avancées sur la scène multilatérale sont la demande d'annulation de la dette des pays du Sud, et le fond pour les pertes et dommages, qui fait partie des négociations internationales sur le climat, ce dernier étant gravement sous-financé. Les options bilatérales sont nécessaires lorsque les négociations multilatérales menacent de n'aboutir à rien, et les relations spéciales telles que celles d'un colonisateur et d'un colonisé doivent être prises en compte.

INTRODUCTION



« SANS COLONIES, PAS DE MATIÈRES
PREMIÈRES ; SANS MATIÈRES PREMIÈRES,
PAS DE TRAVAIL ;
LES COLONIES SORTENT »

Publicité de la Société coloniale allemande
pour le rétablissement des anciennes
colonies en Afrique.

Hakenmüller - Own work, CC BY-SA 4.0,
[https://commons.wikimedia.org/w/index.
php?curid=63422245](https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=63422245)

Si la période coloniale allemande peut paraître relativement courte (1884-1916), elle fût officialisée le 12 juillet 1884 par la signature d'un document historique : le traité Germeo-Duala par les souverains autochtones Bell et Akwa. Ce pacte scella le destin du « pays appelé Cameroun »¹, en cédant non seulement le territoire, mais également les droits de souveraineté à la puissante compagnie de navigation et de commerce Woermann.² La signature du traité germano-duala était importante car elle acta le statut du Cameroun en tant qu'entité juridique protégée par l'Allemagne. Désormais maîtres du Cameroun, les Allemands s'empressèrent de circonscrire leur espace de souveraineté, c'est-à-dire l'espace territorial camerounais dont les frontières furent clairement définies vers 1895. Le lendemain, les droits accordés à Woermann passent sous la juridiction du Reich et de l'empereur Guillaume Ier en tant que protectorat allemand (Schutzgebiet). Avant la fin de la Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne, qui convoitaient déjà les colonies allemandes, s'emparèrent du Cameroun en mettant en place une administration commune. Deux jours plus tard, le 14 juillet, une grande cérémonie militaire marqua officiellement la prise de possession du territoire. Le commissaire impérial Gustav Nachtigal conduisit l'événement avec une rigueur militaire, entouré d'un détachement de vingt

marins, tandis que les tambours et les fifres résonnent au rythme des drapeaux allemands flottant sur Bell-Town, Akwa-Town et Dido-Town. Cette démonstration de force symbolise bien plus qu'une simple acquisition territoriale : elle incarne la volonté de l'Allemagne d'imposer son ordre sur un territoire considéré comme stratégique, tant pour ses ressources naturelles que pour sa position géopolitique.

C'est dans ce contexte qu'en 1905, le roi Rudolf Manga Bell, héritier du trône de Douala, apparaît comme une figure emblématique de la résistance. Confronté aux expropriations forcées et à la violation des droits, il devient le défenseur de son peuple. La lutte acharnée de Rudolf Manga Bell contre l'injustice coloniale n'est pas tolérée par l'administration allemande. Accusé de haute trahison pour avoir tenté de mobiliser le soutien international contre l'expropriation, il fut exécuté le 8 août 1914, marquant la fin tragique de l'une des plus importantes résistances à la domination coloniale allemande au Cameroun.

Cet épisode tragique est une illustration frappante de la brutalité systémique de la domination coloniale allemande au Cameroun. La violence ne s'est pas limitée à la répression politique, mais s'est étendue à l'ensemble du système d'exploitation économique et environnementale mis en place par les au-

1 L'ethnonyme «Cameroun» a d'abord été associé aux Doualas, un groupe situé dans l'estuaire du fleuve Wouri au XIXe siècle. Avec l'expansion du contrôle allemand, le nom a progressivement désigné l'ensemble de la colonie. Dérivé du portugais «Rio dos Camarões» (fleuve des crevettes), attribué au XVIe siècle à l'abondance des crevettes dans le Wouri, le terme est anglicisé en «Cameroon», puis germanisé en «Kamerun», et adopté par les Français sous le nom de «Cameroun».

2 La Woermann Shipping and Trading Company, fondée au XIXe siècle par Adolph Woermann à Hambourg, était l'une des principales sociétés allemandes engagées dans le commerce maritime et colonial en Afrique de l'Ouest. Elle a établi des comptoirs et des infrastructures portuaires à partir de 1868.

8 August 1914

torités coloniales. Cette exploitation s'est faite au mépris des populations locales et de leurs modes de vie traditionnels.³ Comme l'explique Paul Ahidjo, « le gouvernement impérial allemand a décidé de faire du Cameroun une colonie commerciale et de plantation ».⁴ Cette orientation économique a transformé le Cameroun en une source majeure de matières premières pour l'industrie allemande, provoquant des bouleversements sociaux et environnementaux considérables.⁵

L'impact de cette exploitation coloniale sur l'environnement du Cameroun a été particulièrement dévastateur. La déforestation massive et la dégradation des sols, résultant de pratiques agricoles intensives et non durables, ont altéré de manière irréversible les écosystèmes locaux.⁶ Ces transformations écologiques ont probablement réduit de manière significative la résilience des écosystèmes au changement climatique, créant une vulnérabilité environnementale qui persiste encore aujourd'hui. Aujourd'hui, le Cameroun est exposé de manière disproportionnée aux effets du changement climatique, bien que sa contribution historique aux émissions mondiales de gaz à effet de serre soit minime.⁷ En revanche, l'Allemagne, pays historiquement responsable de l'exploitation coloniale et grand émetteur de gaz à effet de serre, dispose des ressources et des infrastructures nécessaires pour relever ces défis climatiques. Cette disparité

soulève la question cruciale de la « dette climatique » et de la responsabilité de l'Allemagne dans la réparation des dommages écologiques causés. Le concept de « dette climatique » souligne l'obligation morale des pays industrialisés, historiquement responsables des émissions de gaz à effet de serre et de la destruction de l'environnement, de soutenir les pays vulnérables tels que le Cameroun.⁸ Ce soutien devrait prendre plusieurs formes, comme des initiatives financières et techniques substantielles, permettant au Cameroun de renforcer sa résilience face aux crises climatiques et de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation efficaces.

Cette étude vise à explorer les dimensions (historiques) de cette dette climatique, en la reliant à la fois aux atrocités coloniales de l'Allemagne au Cameroun et à ses émissions historiques et actuelles de GES ayant un impact sur le Cameroun.

L'étude s'articule autour de trois axes principaux. Tout d'abord, nous présentons brièvement l'impact de la colonisation allemande sur l'environnement et la société camerounaise. Deuxièmement, nous décrivons comment ces impacts ont conduit à une situation de vulnérabilité climatique particulière pour le Cameroun. Troisièmement, nous explorons le thème des réparations climatiques en général et dans le cas spécifique du Cameroun et de l'Allemagne.

3 Nguiffo, S., Kenfack, P. E., & Mballa, N. (2009). Les lois foncières historiques et contemporaines et leur impact sur les droits fonciers des peuples autochtones au Cameroun (No. 2), Forest Peoples Programme, pp. 25.

4 Ahidjo, P. (2018). L'administration allemande et la gestion des ressources naturelles au Kamerun (1884-1916). Journal des avancées en sciences sociales et humaines, 4(6), p. 5.

5 Ibid. p. 5.

6 Koua Eloundou, C. (2012). Décentralisation forestière et gouvernance locale des forêts au Cameroun : Le cas des forêts communales et communautaires de la région de l'Est, pp. 35-39. Université du Maine.

7 Le changement climatique a un impact direct sur plus de 70 % de la population camerounaise, dont les moyens de subsistance dépendent directement de l'agriculture, même si le Cameroun a réduit ses émissions de CO2 par habitant de 9,32 tonnes en 1998 à 4,89 tonnes en 2018. Banque mondiale. (2022). Rapport national sur le climat et le développement du Cameroun 2022, p. 21.

8 Warlenius, R., Pierce, G. et Ramasar, V. (2015). Inverser la flèche des arriérés : Le concept de „dette écologique" et sa valeur pour la justice environnementale. Global Environmental Change, 30, p. 21-30.

I. L'exploitation pendant la colonisation allemande et son impact sur la vulnérabilité climatique du Cameroun

Pendant la période de colonisation allemande, le Cameroun a fait l'objet d'une exploitation systématique et intensive de ses ressources naturelles, orchestrée par les autorités coloniales dans le but de maximiser les profits de l'entreprise coloniale. Le Cameroun, avec ses 787 840 km² de superficie, était particulièrement riche en ressources naturelles, du caoutchouc aux minerais précieux, attirant l'attention des investisseurs allemands.⁹ Pour faciliter l'exploitation, les autorités coloniales mettent rapidement en place un cadre juridique et administratif afin de légitimer leur contrôle sur les terres et les ressources. Par exemple, le décret impérial du 15 juin 1896 a transformé les « terres vacantes et sans maîtres » en biens de la Couronne, permet-

tant ainsi l'expropriation des terres appartenant aux communautés locales et l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles.¹⁰

Les archives nationales du Cameroun, en particulier celles de Yaoundé et de Buea, contiennent des documents qui révèlent l'ampleur des activités d'extraction.¹¹ Ces documents montrent que l'administration coloniale allemande a mis en œuvre des politiques économiques favorisant l'extraction des ressources naturelles du Cameroun, telles que les produits agricoles et les ressources forestières, afin de renforcer son économie plutôt que de se concentrer sur l'amélioration des infrastructures ou le soutien aux communautés locales.

9 Maderspacher, A. (2009). Les Archives nationales du Cameroun à Yaoundé et à Buea. *Histoire en Afrique*, 36, p. 453-460. <https://doi.org/10.1353/hia.2010.0009>

10 Nguiffo, S., Kenfack, P. E., & Mballa, N. (2019). Dynamiques foncières, ethnocratie et défi de l'intégration ethnoculturelle au Cameroun. *Volume 43*(1), p. 211-231. <https://doi.org/10.7202/1060877ar>

11 Maderspacher, A. (2009). Les Archives nationales du Cameroun à Yaoundé et à Buea. *Histoire en Afrique*, 36, p. 453-460. <https://doi.org/10.1353/hia.2010.0009>

I.1 SYLVICULTURE

La colonisation allemande a entraîné une déforestation massive au Cameroun, transformant radicalement le paysage forestier. Des sociétés forestières allemandes telles que la Südkamerun Gesellschaft et la Nord-West Kamerun Gesellschaft ont acquis de vastes concessions forestières, couvrant respectivement 7 millions et 4,5 millions d'hectares.¹² Les autorités allemandes ont également introduit des méthodes de gestion forestière rudimentaires, visant à maximiser la productivité mais négligeant largement la durabilité des ressources. Les bois africains durs tels que l'ébène, l'iroko et le sapelli furent exploités intensivement pour répondre à la demande croissante de bois sur le marché européen. Une étude du WWF montre que le Cameroun a perdu environ 3,3 millions d'hectares de couverture forestière entre 1900 et 1960.¹³ Cette perte de couverture forestière a non seulement augmenté les émissions de carbone, mais a également réduit la capacité des forêts à absorber le dioxyde de carbone, contribuant ainsi au changement climatique avec des effets durables sur le climat mondial.¹⁴ Enfin, les pratiques allemandes d'exploitation forestière, axées sur l'extraction des espèces les plus précieuses, ont perturbé les cycles de régénération naturelle des forêts.

Comme le notent D. Wilkie et N. Laporte, la réduction du couvert forestier a diminué la capacité des forêts à réguler les flux d'eau, exacerbant les risques de glissements de terrain et d'inondations. Ces perturbations environnementales rendent le pays plus sensible aux effets du changement climatique, exacerbant les menaces qui pèsent sur les communautés locales déjà fragilisées par ces changements.¹⁵

I.2 AGRICULTURE

En ce qui concerne l'agriculture, les politiques coloniales ont conduit à la création de vastes plantations qui ont progressivement remplacé l'agriculture vivrière traditionnelle, bouleversant ainsi la structure agraire du pays.¹⁶ Selon Marc Michel, l'introduction de cultures de rente telles que le tabac, le cacao, la banane et surtout le palmier à huile a généré des revenus substantiels pour la colonie, avec des plantations couvrant une superficie totale de 115 147 hectares en 1913, dont 28 225 hectares en culture et 90 000 hectares en concession sur les pentes du Mont Cameroun.¹⁷ La production de cacao, en particulier, passe de 88 tonnes en 1905 à 4 696 tonnes en 1913.¹⁸

L'introduction de monocultures commerciales telles que le cacao, le tabac et l'huile de palme a eu des effets dévastateurs sur les sols du Cameroun. L'expansion rapide des plantations, en particulier dans les hautes terres de l'ouest, a entraîné une augmentation de l'érosion des sols et une perte de biodiversité. De plus, ces problèmes furent exacerbés par des pratiques agricoles non durables, telles que le brûlage des terres et le défrichage intensif.¹⁹ Paul Tchawa montre que ces monocultures ont perturbé les équilibres écologiques en remplaçant les cultures vivrières traditionnelles, entraînant une réduction de la diversité biologique et une dégradation accélérée des sols. Cette érosion des sols et cette perte de biodiversité traduisent une perturbation profonde et durable des écosystèmes locaux.²⁰ Les monocultures ont modifié les régimes de croissance des plantes locales et altéré la structure des sols, rendant difficile la restauration des forêts indigènes et compromettant la résilience des écosystèmes forestiers.²¹ Cette difficulté à restaurer les écosystèmes montre à quel point les dommages causés par l'exploitation coloniale affectent encore le Cameroun.

12 Uret-Canale, J. (s.d.). L'Afrique noire de l'Ouest et du Centre : La période coloniale (1900-1945), Tome 2, p. 531.

13 Il est important de noter que cette période dépasse celle de la colonisation allemande, qui s'est achevée en 1916. Cette référence a été choisie parce qu'il n'existe pas de données statistiques précises qui évaluent spécifiquement la perte du couvert forestier pendant la période coloniale allemande au Cameroun seulement. Ainsi, les chiffres fournis intègrent également les impacts des périodes post-coloniales et donnent un aperçu des conséquences de l'exploitation forestière dans le pays.

14 Dkamela, G. P. (2014). Analyse des facteurs de déforestation et de dégradation des forêts au Cameroun : Rapport final. WWF Cameroun.

15 Molua, L. (2006). L'économie des systèmes agroforestiers tropicaux : Le cas des exploitations agroforestières au Cameroun. *Forest Policy and Economics*, 7(2), p. 199-211.

16 Nguiffo, S., Kenfack, P. E., & Mballa, N. (2019). Dynamiques foncières, ethnocratie et défi de l'intégration ethnoculturelle au Cameroun. *Volume 43(1)*, p. 211-231. <https://doi.org/10.7202/1060877ar>

17 Michel, M. (1970). Les plantations allemandes du Mont Cameroun (1885-1914). *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 207, p. 183-213.

18 Michel, M. (1970). Les plantations allemandes du Mont Cameroun (1885-1914). *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 207, p. 183- 213.

19 Jorin, S. (1989). Les hauts plateaux et bassins occidentaux du Cameroun (Thèse de doctorat, Université de Bordeaux III), p. 1190.

20 Tchawa, P. (2012). Le Cameroun : la „petite Afrique“ ? *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 65(259), p. 319-338. <https://doi.org/10.4000/com.6640>

21 Temgoua, A. (2014). *Le Cameroun au temps de l'Allemagne : 1884-1916* (édition française). Editions L'Harmattan.

I.3 IMPACT SOCIAL +

Dans les zones rurales, le déclin des ressources forestières non ligneuses, telles que les plantes médicinales, les fruits et les noix, a limité les possibilités de revenus pour les communautés locales, exacerbant ainsi la pauvreté. L'accès réduit aux ressources naturelles a entraîné une augmentation des inégalités économiques et une aggravation des disparités sociales dans les régions touchées.²² La pauvreté et les inégalités sociales croissantes sont des conséquences directes de cette exploitation intensive qui continue d'affecter les communautés locales. Parallèlement, l'exploitation forestière est devenue un pilier de l'économie coloniale allemande au Cameroun. L'étude de Phil René Oyono révèle par exemple l'importance économique de cette activité : en 1913, les exportations de grumes vers l'Europe ont rapporté près de 950 000 Deutschmarks, témoignant de la rentabilité de l'exploitation forestière pour l'administration coloniale allemande.²³ Les plantations ont également joué un rôle central dans l'économie coloniale allemande, transformant le paysage agricole camerounais en un modèle orienté vers l'exportation.

Les entreprises forestières ont souvent eu recours à la main-d'œuvre locale, dans des conditions de travail extrêmement difficiles, afin d'intensifier la production de bois.²⁴ Dans la région forestière de l'Est, les populations locales ont été contraintes de ramasser du caoutchouc sauvage pour la *Sudkamerun Gesellschaft*.²⁵ Face à la pénurie de main-d'œuvre, certaines plantations, comme *Moliwe Pflanzung*, ont dû importer des travailleurs forcés pour maintenir leur niveau de production.²⁶ Outre les impacts environnementaux, la déforestation a également exacerbé les tensions sociales, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles. Par exemple, Richard Mbatu souligne que les communautés locales vivant dans la région du parc national de Korup, qui dépendaient des forêts pour leur subsistance, ont vu leurs moyens de subsistance gravement affectés par la dégradation des écosystèmes forestiers, ce qui a conduit à des conflits intercommunautaires pour la subsistance. La perte de terres agricoles et de ressources forestières a intensifié les tensions sociales et provoqué des conflits entre les populations locales et les autorités.²⁷ Ces conflits ont souvent entraîné des déplacements forcés et une détérioration des conditions de vie des communautés rurales, aggravant les inégalités sociales.²⁸

22 Yufanyi Movuh, C. (2012). L'héritage colonial et l'influence postcoloniale, les enchevêtrements et les implications du concept de foresterie communautaire à travers l'exemple du Cameroun. *Journal of Environmental Management*, 95(11). <https://doi.org/10.1016/j.jforpol.2011.05.004>

23 Oyono, P. R. (2006). Local actors, representation, and the politics of eco-power in post-1994 rural Cameroon. *Revue canadienne d'études du développement*, 27(2), p. 163-185.

24 Michel, M. (1970). L'exploitation des amandes au Cameroun (1885-1914). *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, 57(207), p. 183-213.

25 Joseph, R. (1986). Le mouvement nationaliste camerounais. Kartala, p.414.

26 Lobhe Bilebel, N. (2020). Les masques de la préhistoire en Afrique de l'Ouest. *Histoire et archéologie*, 6, p. 71.

27 Mbatu, R. (2016). Déforestation dans la zone du parc national de Korup, Cameroun : Addressing the disconnect between policy and implementation. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 23(1), p. 77-90.

28 Rudin, H. (1968). *Les Allemands au Cameroun 1884-1914 : A case study in modern imperialism*. Greenwood Press.

II. Vulnérabilité climatique et défis d'adaptation du Cameroun

La vulnérabilité climatique actuelle du Cameroun est le résultat d'une interaction complexe entre son passé colonial, ses structures socio-économiques et ses défis environnementaux. L'héritage de l'ère coloniale allemande, combiné à une capacité d'adaptation limitée, a considérablement façonné la résilience du pays au changement climatique.

L'exploitation des ressources naturelles, la perturbation des modes traditionnels d'utilisation des terres et l'introduction de systèmes de monoculture, tous hérités de la période coloniale, ont également contribué à la vulnérabilité du pays au changement climatique.

Par ailleurs, la capacité d'adaptation limitée du Cameroun, en particulier parmi les communautés marginalisées et les populations vulnérables, a été un facteur majeur de sa vulnérabilité climatique. Les petits exploitants agricoles, qui représentent une grande partie du secteur agricole du pays, ont été touchés de manière disproportionnée par les effets négatifs du changement climatique, notamment la baisse des rendements des cultures, les pénuries d'eau et l'augmentation de l'insécurité alimentaire.²⁹ En effet, certaines régions du Cameroun sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Le département du Diamaré, dans la région de l'Extrême-Nord, par exemple, a connu de graves contraintes hydriques et des problèmes agricoles liés à la sécheresse, entraînant une baisse de la production agricole et une insécurité alimentaire. La région du nord-ouest du Cameroun a également été identifiée comme très vulnérable, les petits exploitants agricoles étant confrontés à des défis importants pour renforcer leur résilience au changement climatique.³⁰

29 Mbuli, C., Fonjong, L. et Fletcher, A. (2021). Changement climatique et vulnérabilité des petits agriculteurs à l'insécurité alimentaire au Cameroun. *Sustainability*, 13(3), p. 1523. <https://doi.org/10.3390/s13031523>.

30 Awazi, N., Temgoua, L. et Shidiki, A. (2022). Examen de la résilience des agriculteurs au changement climatique et des ramifications politiques dans le nord-ouest du Cameroun. *Journal of Environmental Management*, 300, p. 113-748. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2021.113748>

II.1 VULNÉRABILITÉ CLIMATIQUE

Le Cameroun est confronté à une myriade de défis pour faire face aux effets néfastes du changement climatique, dont beaucoup remontent à son histoire coloniale.³¹ Pendant la période coloniale allemande, les pratiques de gestion des ressources naturelles et les structures économiques mises en place ont constitué la base d'un système économique qui continue à se caractériser par une dépendance vis-à-vis de l'agriculture d'exportation et par des inégalités socio-économiques persistantes, qui exacerbent toutes deux les effets du changement climatique.³²

L'un des principaux facteurs de vulnérabilité est lié à la gestion des forêts tropicales denses du Cameroun (bassin du Congo), qui jouent un rôle clé dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.³³ Ces forêts couvrent environ 22,5 millions d'hectares, soit près de 47% du territoire national.³⁴ Pendant l'ère coloniale allemande, les forêts du Bassin du Congo ont reçu peu d'attention dans la planification et les politiques nationales.³⁵

Aujourd'hui, les forêts camerounaises sont soumises à de fortes pressions anthropiques et naturelles, qui contribuent à l'émission de CO₂.³⁶ Selon les données de la FAO, entre 2005 et 2010, il y a eu une réduction d'environ 200 000 hectares par an, soit environ 1 % du couvert forestier. En moyenne, le Cameroun a perdu 220 000 hectares de forêt par an entre 1990 et 2010. Alors, entre 1990 et 2010, la superficie forestière du Cameroun a diminué de 18,1%, soit environ 4 400 000 hectares.³⁷ Cette déforestation est principalement due à la conversion des forêts à l'agriculture (qui représente 80 % de la perte du couvert forestier), suivie de la collecte de bois de chauffage et de l'exploitation forestière illégale. Les dernières forêts primaires intactes du pays

sont de plus en plus accessibles aux activités d'exploitation forestière. Le Cameroun compte moins de 20 % de forêts qui ne sont pas incluses dans les zones forestières et qui n'ont pas encore été abattues. La surface agricole s'étend car l'économie du Cameroun reste largement dépendante des cultures d'exportation telles que le café, le cacao et le coton, héritées de la période coloniale. Ces cultures sont très vulnérables au changement climatique, notamment aux variations de température et de pluviométrie.³⁸ En 2021, le secteur agricole employait près de 60% de la population active et restait le secteur prédominant de l'économie en termes de contribution au PIB (23%).³⁹ La dépendance économique vis-à-vis des cultures d'exportation affaiblit la résilience du pays aux chocs climatiques. Par exemple, la production de cacao, qui représente environ 15 % des exportations agricoles, a chuté de 10 % entre 2015 et 2019 en raison de conditions météorologiques défavorables.⁴⁰

De plus, les inégalités socio-économiques, héritées de la période coloniale, persistent au Cameroun et exacerbent la vulnérabilité des populations au changement climatique. En 2020, près de 55% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, avec des disparités importantes entre les zones urbaines et rurales.⁴¹ Les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées, sont les plus touchées par les impacts du changement climatique, tels que les sécheresses, les inondations et la baisse de la productivité agricole. Les femmes, qui représentent près de 55,8 % de la main-d'œuvre agricole au Cameroun, sont particulièrement vulnérables aux chocs climatiques.⁴²

31 Awazi, N., Temgoua, L. et Shidiki, A. (2022). Examen de la résilience des agriculteurs au changement climatique et des ramifications politiques dans le nord-ouest du Cameroun. *Journal of Environmental Management*, 300, p. 113-748. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2021.113748>

32 Wächter, H. J. (2008). *Naturschutz in den deutschen Kolonien in Afrika (1884-1918)*, 112 pp. Ce livre examine la gestion des ressources naturelles dans les colonies allemandes, y compris le Cameroun, et discute des conséquences environnementales et sociales de ces pratiques.

33 MINEPDD. (2015). Précipitations et températures à l'ouest du Cameroun : Analyse de l'évolution de 1950 à 2015 et projections à 2090, p. 144.

34 Sighomnou, D. (2004). *Analyse et redéfinition des politiques climatiques et hydrologiques du Cameroun : Perspectives d'évolution des ressources en eau* (Thèse de doctorat, Université de Yaoundé I, Cameroun), p. 209.

35 Megevand, C. (2013). *Dynamique de la déforestation dans le Bassin du Congo : Equilibre entre croissance économique et protection des forêts*. Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-9827-2>

36 Kengoum, F., & Tiani, A. M. (2013). *Politiques d'adaptation et d'atténuation au Cameroun : Pathways to synergies*. Numéro spécial n° 96, Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), p. 10.

37 Nnah Ndobe, S., & Mantzel, K. (2014). *Déforestation, REDD et parc national de Takamanda au Cameroun : A case study*. Forest Peoples Programme, mai, p. 5.

38 Dkamela, G. (2014). *Le contexte, les moteurs, les acteurs et les institutions de la REDD+ au Cameroun*. Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), p. 86.

39 Banque mondiale. (2021). *Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) - Cameroun*. Données OCDE. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=CM>

40 Fabre, T., et al. (2022). *Traçabilité, transparence et durabilité de la filière cacao au Cameroun*, p. 74.

41 Programme alimentaire mondial (PAM). (2022). *Plan stratégique national du Cameroun (2022-2026)*, p.10. <https://www.wfp.org/countries/cameroon>

42 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2023). *La situation des femmes dans les systèmes alimentaires*, p. 264. <https://doi.org/10.4060/cc5060en>

II.2 UNE CAPACITÉ D'ADAPTATION LIMITÉE

Le Cameroun est confronté à une profonde vulnérabilité climatique qui est intrinsèquement liée à sa capacité d'adaptation limitée. La résilience du pays aux effets néfastes du changement climatique est entravée par un certain nombre de facteurs, notamment le manque d'infrastructures résistantes et la faiblesse des systèmes d'alerte précoce. Ces deux facteurs sont liés à un problème clé : l'insuffisance des ressources financières.

Le manque d'infrastructures résilientes est un obstacle majeur à l'adaptation au changement climatique au Cameroun. Les infrastructures agricoles, piliers de l'économie rurale, sont particulièrement vulnérables aux risques climatiques. Comme le souligne Nyong Princely Awazi, les systèmes d'irrigation, les capacités de stockage et les réseaux de transport dans les zones rurales sont largement insuffisants. Cette situation exacerbe la vulnérabilité des communautés rurales aux phénomènes climatiques extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations, compromettant ainsi la stabilité des rendements agricoles et la sécurité alimentaire. Le sous-investissement chronique dans ces infrastructures accroît la dépendance des agriculteurs à l'égard des conditions climatiques, les exposant ainsi à une volatilité accrue de la production agricole.⁴³

Dans le même temps, le Cameroun souffre d'un déficit important en matière de systèmes d'alerte précoce, ce qui limite fortement sa capacité à anticiper et à réagir aux catastrophes climatiques. Bien que l'Observatoire national du changement climatique

déploie des efforts remarquables pour améliorer la surveillance du climat, des ressources financières limitées restreignent son action. Les systèmes d'alerte actuels, lorsqu'ils existent, ne fournissent pas toujours des informations suffisamment précises, détaillées et opportunes pour permettre aux populations et aux décideurs de prendre des mesures d'adaptation efficaces.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les besoins financiers pour renforcer la résilience climatique du pays dépassent largement les fonds disponibles.⁴⁴ Le Cameroun, comme beaucoup d'autres pays en développement, dépend fortement de l'aide internationale pour financer ses initiatives d'adaptation. Cependant, ces fonds sont souvent insuffisants, irréguliers et perpétuent la notion néocoloniale selon laquelle le Sud est redevable au Nord. Les contraintes budgétaires internes, combinées à une allocation inefficace des ressources, limitent la capacité du gouvernement à investir dans des infrastructures résistantes ou à développer des programmes d'alerte précoce efficaces. Le manque de financement nuit également à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation à long terme, telles que l'introduction de variétés de cultures résistantes à la sécheresse ou le développement de technologies agricoles durables. Selon la contribution déterminée au niveau national (CDN), les fonds alloués représentent moins de 1 % du PIB, ce qui est bien inférieur à ce qui est nécessaire pour renforcer la résilience climatique du pays.⁴⁵

43 Awazi, N. (2022). L'agroforesterie pour l'adaptation au changement climatique, l'amélioration de la résilience et l'atténuation de la vulnérabilité dans les systèmes agricoles des petits exploitants au Cameroun. *Journal of Atmospheric Science Research*, 5(1), p.25-33. <https://doi.org/10.30564/jasr.v5i1.4303>

44 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (2023). Financement du climat. <https://climatepromise.undp.org/fr/what-we-do/areas-of-work/financement-climatique>

45 MINEPDD. (2021). Contribution au niveau national - Mise à jour (CDN), p. 64.

II.3 RÉGIONS PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES

La vulnérabilité climatique du Cameroun est hétérogène sur l'ensemble du territoire, certaines zones étant particulièrement exposées. Les régions côtières sont confrontées à des risques spécifiques liés à l'élévation du niveau de la mer et à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes. Les régions sahéliennes, quant à elles, sont confrontées à des défis croissants en termes de sécheresse et de désertification.

Liste non exhaustive de quelques catastrophes et chocs climatiques au Cameroun (2020-2023)

DATE Novembre 2023 RÉGION & LOCALITÉ Grand Nord ; Blangoua dans le département du Logone et du Chari. TYPE DE CATASTROPHE Inondations suite au débordement de la rivière Chari et aux pluies torrentielles COÛTS HUMAINS Près de 10 000 personnes ont été touchées et 23 ménages ont été déplacés. COÛTS DES MATÉRIAUX 19 écoles, trois centres de santé et plusieurs hectares de champs ont été inondés et détruits.	DATE Octobre 2023 RÉGION & LOCALITÉ Grand Nord ; Département de Mayo-Danay TYPE DE CATASTROPHE Inondations dans le district de Kataw au Tchad COÛTS HUMAINS Près de 2 800 ressortissants tchadiens ont trouvé refuge sur le site de Mourla	DATE Octobre 2022 RÉGION & LOCALITÉ Grand Nord ; Départements du Mayo-Danay et du Logone et Chari. TYPE DE CATASTROPHE Montée des eaux du fleuve Chari et de ses affluents et inondations à la suite de fortes pluies COÛTS HUMAINS Plus de 38 000 ménages (200 072 personnes) touchés COÛTS DES MATÉRIAUX Dans la ville de Kousséri, une dizaine de quartiers ont été totalement ou partiellement inondés. Plus de 150 villages des arrondissements de Zina, Logone Birni, Makary et Blangoua ont été inondés et plusieurs autres menacés. Plus de 18 200 maisons et des milliers d'hectares de champs détruits. 126 écoles inondées, privant 32 813 enfants (15 826 filles) d'accès à l'éducation, 27 400 hectares de champs détruits, 5 886 animaux morts, 294 points d'eau inondés, 1 194 latrines englouties.
DATE Octobre 2023 RÉGION & LOCALITÉ Centre ; Yaoundé TYPE DE CATASTROPHE Effondrement d'une colline suite à des pluies torrentielles COÛTS HUMAINS Plus de 30 morts COÛTS DES MATÉRIAUX Plusieurs propriétés endommagées	DATE Juillet 2023 RÉGION & LOCALITÉ Grand Nord ; Départements du Mayo-Danay et du Logone et Chari. TYPE DE CATASTROPHE Inondations suite à la montée des eaux de la rivière Logone après les fortes pluies des 1er et 2 juillet COÛTS DES MATÉRIAUX Dommages matériels et destruction d'une dizaine de rizières dans le village de Kounkouma	

DATE

Septembre 2022

RÉGION & LOCALITÉ

Grand Nord

TYPE DE CATASTROPHE

Départements de Mayo-Danay, Logone et Chari et Mayo-Tsanaga.

COÛTS HUMAINS

Montée des eaux du fleuve Chari et de ses affluents et inondations à la suite de fortes pluies

COÛTS DES MATÉRIAUX

Plus de 1 330 personnes touchées dans six localités du district de Mokolo.

Plus de 15 330 ménages (88 537 personnes) ont été touchés dans les trois départements.

Rupture de digues entre Tékélé et Alvakay et dans le village de Dibissa.

Plus de 9 410 abris endommagés ou détruits

Environ 3 019 animaux sont morts ou emportés par les eaux.

90 points d'eau et 535 latrines inondés.

126 bâtiments scolaires inondés.

10 342 hectares de champs détruits, soit 9,1 % de la superficie totale de la production céréalière.

DATE

Août 2021

RÉGION & LOCALITÉ

Littoral ; Ville de Douala

TYPE DE CATASTROPHE

Inondations causées par de fortes pluies

COÛTS HUMAINS

Au moins deux morts

COÛTS DES MATÉRIAUX

Plusieurs propriétés endommagées

DATE

Mai 2021

RÉGION & LOCALITÉ

Grand Nord ; Départements du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Logone et Chari

TYPE DE CATASTROPHE

Pluies torrentielles enregistrées le 28 avril

COÛTS HUMAINS

12 111 personnes déplacées à l'intérieur du pays

DATE

Août 2020

RÉGION & LOCALITÉ

Grand Nord ; Départements de Mayo-Danay

TYPE DE CATASTROPHE

Inondations suite à la saison des fortes pluies

COÛTS HUMAINS

813 familles (5 553 personnes) gravement touchées

COÛTS DES MATÉRIAUX

Détérioration des routes rurales

DATE

Novembre 2020

RÉGION & LOCALITÉ

Grand Nord ; Département du Logone et Chari

TYPE DE CATASTROPHE

Inondations suite à la saison des fortes pluies.

COÛTS HUMAINS

1 477 ménages, soit 11 521 personnes, déplacées dans la ville de Kousseri en raison de la crue du fleuve Logone

COÛTS DES MATÉRIAUX

Détérioration de la route Maroua-Kousseri via Zina

DATE

Octobre 2020

RÉGION & LOCALITÉ

Grand Nord ; Départements du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Logone et Chari

TYPE DE CATASTROPHE

Inondations suite à la saison des fortes pluies.

COÛTS HUMAINS

50 morts et 357 ménages déplacées

COÛTS DES MATÉRIAUX

104 écoles primaires et secondaires ont été ravagées, touchant plus de 38 000 élèves.

Destruction des infrastructures routières et de 70 % des champs de sorgho, de haricots et de riz, ainsi que du bétail.

III. Les réparations climatiques de l'Allemagne pour le Cameroun dans la pratique

Dans le chapitre précédent, nous avons exploré les activités coloniales de l'Allemagne au Cameroun, qui ont conduit à cette situation dans laquelle le Cameroun est particulièrement vulnérable au changement climatique avec une capacité d'adaptation limitée. Sur la base de ces observations, nous proposons dans le chapitre suivant une approche visant à améliorer la situation du Cameroun tout en essayant de rattraper les erreurs actuelles et passées : les réparations climatiques.

Après une brève introduction aux réparations climatiques en général, nous présenterons une tentative de quantifier les réparations financières nécessaires et discuterons de la manière dont les réparations pourraient se présenter dans la pratique. Comme nous l'avons souligné plus haut, une compréhension holistique des réparations inclut la refonte complète du système économique ; comme cette entreprise dépasse les capacités de cette publication, les sous-chapitres suivants omettent la « garantie de non-répétition » susmentionnée.

III.1. QU'EST-CE QUE LES RÉPARATIONS ?

Les réparations climatiques sont des stratégies et des mesures que des entités, telle qu'un État, des structures supranationales ou de grandes entreprises, prennent afin de réparer les injustices systémiques passées et présentes liées à la crise climatique et dans le but de transformer l'économie (mondiale) afin de garantir la justice climatique, le bien-être et l'égalité pour toutes les personnes dans le monde. Les pays et les communautés qui ont été touchés par le colonialisme, l'esclavage et la pauvreté sont ceux qui ont le moins contribué aux émissions mondiales, alors qu'ils subissent de plein fouet les dommages causés par le réchauffement climatique et disposent de moins de ressources pour faire face à ses effets. À l'inverse, les pays, les entreprises et les communautés qui ont le plus contribué à la catastrophe climatique et en sont donc responsables ont bénéficié de l'utilisation des combustibles fossiles pendant des siècles et ont donc contracté une immense dette climatique.

Les réparations climatiques visent à réparer cette injustice en s'attaquant aux causes profondes de la crise climatique et en remboursant la dette climatique. Bien qu'il ne soit pas possible de réparer les dommages causés, les réparations peuvent atténuer les conséquences, prévenir les dommages pour les générations futures et créer un monde plus juste. Actuellement, les relations sont inversées. Les pays ayant déjà subi des siècles de colonialisme souffrent aujourd'hui d'une dette financière importante. Le Sud mondial se trouve dans ce que l'on désigne généralement comme une « crise de la dette », en fort contraste avec la véritable répartition de l'injustice et de la dette. Cette situation peut être liée à la manière dont le système financier mondial a été mis en place à la suite de la colonisation. Aujourd'hui, en raison de l'extraction des ressources et du travail humain, le fonctionnement de la domination des anciennes puissances coloniales se sont déplacés vers un mode de domination financière moins évident mais néanmoins dévastateur.

Il est donc crucial de ne pas seulement s'interroger sur la dette financière du Sud envers le Nord, mais aussi de mettre en évidence la dette historique, climatique et écologique du Nord envers le Sud. Cette dette est qualitativement et quantitativement plus importante que les dettes financières.

Maxine Burkett a proposé une première définition des réparations climatiques, qui comprend trois éléments clés :

1. des excuses
2. une compensation monétaire ou autre qui donne un poids réel ou symbolique à ces excuses, et surtout
3. l'engagement de l'auteur de l'infraction de ne pas récidiver, également appelé « garantie de non-répétition » .

Ces trois éléments sont d'égale importance et démontrent que les réparations climatiques comprennent une forme de reconnaissance culturelle en plus d'une forme de compensation matérielle (qui peut être sous forme financière ou par l'échange d'autres ressources). Le troisième élément clé, la « garantie de non-répétition », comporte un élément de transformation. Dans le cas de la dette climatique et de la crise climatique qui l'accompagne, la non-répétition n'est rien d'autre qu'une décarbonisation rapide et une transformation systémique et structurelle de l'économie mondiale. Cela signifie qu'il faut mettre fin à l'exploitation (néo)coloniale des personnes et de la planète et distribuer le pouvoir et les ressources de manière plus équitable.

III.2 LES RÉPARATIONS, UN CHANGEMENT FONDAMENTAL DANS LES RELATIONS GERMANO-CAMEROUNAISES

Des colonies à l'aide au développement

La domination coloniale allemande au Cameroun a duré jusqu'en 1916. C'est par le biais du traité de Versailles que l'Allemagne a été contrainte d'abandonner toutes ses colonies, en conséquence de sa défaite militaire. Comme d'autres territoires, le destin du Cameroun a été décidée par la Société des Nations, qui a transféré les terres non pas aux populations qui y vivaient, mais à d'autres puissances coloniales : la France et la Grande-Bretagne.

Les deux vainqueurs de la guerre ont perpétué la domination coloniale en s'appuyant sur l'infrastructure mise en place par l'Allemagne pour l'extraction des ressources. Alors que les efforts de l'État allemand pour influencer le Cameroun ont été entravés, les efforts pour exercer le pouvoir et extraire les ressources du Cameroun sont partiellement passés du public au privé et sont devenus l'apanage des sociétés allemandes.⁴⁶ En 1924, les propriétaires allemands de plantations sont revenus au Cameroun en tant qu'investisseurs, achetant les mêmes terres qu'ils avaient exploitées plus d'une décennie auparavant. La continuité coloniale a alors perduré jusqu'aux premiers jours de la République fédérale allemande. Les anciens dirigeants des plantations coloniales ont été employés par le gouvernement allemand en tant qu'« experts » du continent africain dans le cadre de l'« aide » au développement.⁴⁷ En 2024, tout en devenant l'un des plus grands fournisseurs d'aide étrangère, la République fédérale d'Allemagne n'a pas encore formulé d'excuses pour les crimes coloniaux commis à l'égard du Cameroun. La question se pose donc de savoir si cette aide est une contribution à la justice climatique et une compensation appropriée pour les torts du passé. Et, dans le cas inverse, en quoi les réparations climatiques diffèrent-elles de l'aide au développement ?

Les défauts de l'aide au développement

Le montant de l'aide étrangère dépensée au Cameroun peut sembler important, car l'Allemagne figure parmi les trois principaux bailleurs de fonds bilatéraux.⁴⁸ En 2024, l'Allemagne était impliquée dans 50 projets représentant un budget global d'environ 295 millions d'euros.⁴⁹ Cependant, cette somme reste minime en comparaison aux dommages causés, comme le montrent nos calculs (voir ci-dessous). En effet, 38 milliards d'euros devrait être transférés de l'Allemagne au Cameroun pour prendre en compte le coût social du carbone que les émissions allemandes ont créé au Cameroun. L'aide au développement actuellement utilisée de manière bilatérale par l'Allemagne en faveur du Cameroun représente environ 1 % du financement qui serait nécessaire.

46 La présence économique allemande n'a pas seulement duré plus longtemps que la domination coloniale, elle a également précédé la formation de la colonie. La société commerciale Woermann est présente à Douala depuis 1868. La Hamburger Trading Company était un partisan de la politique coloniale allemande et a poussé à la création de la colonie en 1884. Cela montre à quel point les intérêts des capitaux étaient au premier plan du projet colonial allemand, dans son sillage comme dans ses conséquences. Source : <http://deutschland-postkolonial.de/portfolio/woermann/>.

47 Authaler, C. (2018). Deutsche Plantagen in Britisch-Kamerun, Böhlau Verlag, p.75, 234.

48 Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ). (2024). Kamerun : Données par pays. <https://www.bmz.de/de/laender/kamerun>

49 Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2024). Projektdaten : Cameroun. <https://www.giz.de/projektdaten/region/3/countries/CM>

Si le montant transféré au titre de l'aide au développement est insuffisant pour prendre en compte le coût social du carbone des émissions allemandes, le principe même de l'aide au développement est erroné et ne doit pas être confondu avec les réparations climatiques.

- Tout d'abord, l'attribution de l'aide au développement est décidée par le donateur, en l'occurrence l'Allemagne, qui choisit le montant et la cible de l'aide accordée. Les habitants du Cameroun n'ont pas leur mot à dire sur la sélection des acteurs devant recevoir des aides, ce qui crée un fossé démocratique.
- Deuxièmement, l'aide au développement est souvent utilisée comme un outil pour promouvoir la privatisation et la prolétarianisation, dépouillant les sociétés des biens communs et mettant en place une société privatisée dans laquelle les gens doivent vendre une plus grande partie de leur force de travail pour accéder aux biens est une conception limitative du développement, inapte à profiter au plus grand nombre.
- Troisièmement, si l'aide prend la forme d'un prêt, elle ajoute à la pression écrasante de la dette, ce qui réduit le champ d'action de l'État. L'État est alors contraint d'assurer le service de la dette au lieu d'investir dans les infrastructures, la sécurité sociale ou les questions liées au climat.⁵⁰
- Quatrièmement, l'aide au développement peut défendre les intérêts des donateurs dans le domaine de la géopolitique, par exemple pour stabiliser des régimes non démocratiques⁵¹ ou limiter les migrations.⁵²
- Enfin, en examinant la question de l'aide au développement sous un angle culturel, le linguiste camerounais Cilas Kemedijio⁵³ décrit la chute de l'État camerounais en tant qu'ancien agent d'une lutte anti-impériale, ce qui est illustré par la montée en puissance des ONG financées par l'aide au développement. L'État a perdu sa légitimité et sa capacité à agir dans l'intérêt de ses administrés, il est alors remplacé par les institutions pseudo-bienveillantes de l'ancienne puissance impériale.

Cette analyse des inconvénients de l'aide au développement est un outil utile pour conceptualiser les réparations climatiques. Alors que l'aide au développement peut entraîner une domination sous de nouvelles formes, les réparations doivent être un moyen de libération. Les mécanismes actuels de l'aide au développement limitent les pouvoirs démocratiques, agissent dans l'intérêt des donateurs et perpétuent la subordination et le régime colonial. Les réparations, en revanche, ne sont pas une forme de bienveillance ; elles sont justes et nécessaires. Elles partent du constat que l'Allemagne a causé des dommages au Cameroun et qu'elle est obligée de les réparer pour parvenir à la justice climatique. Les réparations doivent être multiples ; comme décrit ci-dessous, l'élément financier ne représentant qu'une partie de ces réparations : d'autres aspects tels que la promesse de ne pas répéter les dommages causés, des excuses et d'autres formes de justice transnationale sont également nécessaires.

50 Rawnsley, J. (2022). Debt burden traps global south in a vicious circle, Financial Times. <https://www.>

51 Par exemple, pour stabiliser des régions afin de garantir la poursuite de l'extraction des ressources.

52 Cet effort n'est pas nécessairement efficace en soi et sert les intérêts de la politique intérieure des pays donateurs. 1 : Les activités allemandes au Cameroun peuvent être liées à cela, par le biais de projets tels que le Fachkräftfonds Migration und Diaspora, qui vise à trouver un emploi pour les citoyens camerounais qui souhaitent retourner au Cameroun. 2 : Ce projet doit être considéré dans le contexte du débat sur la migration en Allemagne qui est fortement axé sur la réduction de la migration par tous les moyens nécessaires. À la lumière de l'intérêt des donateurs, l'aide au développement n'est qu'un outil parmi d'autres à utiliser dans le débat national.

53 Kemedijio, C. (2022). L'économie de l'humanitaire. Dans The Oxford Handbook of the Economy of Cameroon.

III.3 UNE TENTATIVE DE QUANTIFICATION

Préface

Tout calcul de la dette climatique sera à la fois :

- Très incertaine, car le calcul des coûts climatiques est très complexe et l'attribution à un pays l'est encore plus
- Réductionniste, car elle donne l'impression que si l'Allemagne se contente de payer la dette, toutes les injustices sont compensées.

En réalité, seule une partie de la dette climatique peut être compensée financièrement. D'autres aspects de ce dommage, en particulier ceux liés aux actions coloniales qui n'ont pas entraîné d'émissions, nécessitent d'autres formes de compensation. Enfin, de nombreux impacts ne pourront jamais être compensés en prenant en compte l'irréversibilité des préjudices ainsi que la non-rétroactivité des solutions.

Pourtant, la compensation financière devrait faire partie des réparations climatiques puisqu'elle peut être utilisée afin d'améliorer les conditions de vie de la population, réduire les émissions, s'adapter aux impacts du changement climatique et augmenter la résilience des infrastructures. Et si elle doit faire partie des réparations, la difficulté de calculer les coûts ne doit pas nous empêcher d'essayer, en prenant en compte l'importance des données quantitatives dans l'action politique.

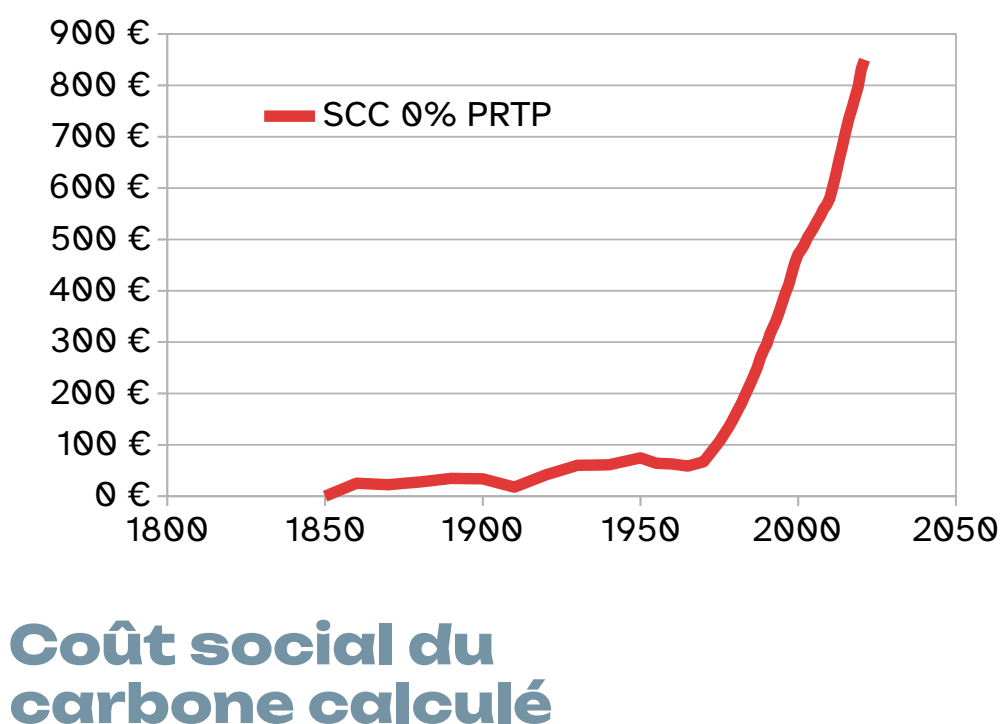
Nous décrivons ci-après notre méthode de calcul de la dette de l'Allemagne à l'aide d'une approche simple et transparente plutôt qu'une modélisation complexe, afin que chacun puisse comprendre les calculs et décider lui-même de leur crédibilité.

Pour nos calculs, nous avons utilisé quatre types de données :

- a) le coût social du carbone (CSC),
- b) les émissions de GES de l'Allemagne et du Cameroun,
- c) la concentration de GES dans l'atmosphère et
- d) le nombre d'habitants du Cameroun et de l'Allemagne.

Le coût social du carbone (CSC) est le plus important pour le calcul, mais aussi le plus imprécis et le plus complexe. Ce coût est une estimation du coût de l'impact causé par l'émission d'une tonne supplémentaire de dioxyde de carbone à un moment donné.⁵⁴ Il est calculé en additionnant les impacts « tant que la tonne supplémentaire reste dans l'atmosphère - un processus qui nécessite un modèle de temps de résidence dans l'atmosphère et un moyen d'actualiser les valeurs économiques jusqu'à l'année d'émission ». Ce processus n'est pas une tâche purement mathématique, en ce qu'il est influencé par de nombreux choix moraux.⁵⁵ Les valeurs de ce chiffre varient donc. Pour nos besoins, nous avons utilisé la suggestion la plus récente de le CSC donnée par l'Agence fédérale allemande de l'environnement.⁵⁶ Le chiffre donné ici est de 880€/t CO2 pour l'année 2024. Pour calculer le CSC historique, nous avons choisi de supposer une relation linéaire entre la concentration de GES dans l'atmosphère et le CSC.⁵⁷

Figure 1 :
Coût social du carbone
calculé



54 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2007). Changement climatique 2007 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Chapitre 20 : Afrique. http://www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg2/en/ch20s20-6.html

55 Par exemple, quel est le niveau du taux d'actualisation et faut-il utiliser la pondération des fonds propres ?

56 <https://www.umweltbundesamt.de/publikationen/methodological-convention-32-for-the-assessment-of>.

57 Étant donné que la dernière année disponible pour la concentration de GES est 2021, nous avons choisi un CCS légèrement inférieur à celui donné par l'UBA, soit 850€/t et 285€/t respectivement. En outre, nous avons supposé qu'il n'y avait pas de CCS pour la concentration naturelle de GES dans l'atmosphère de 280 ppm.

III. LES RÉPARATIONS CLIMATIQUES DE L'ALLEMAGNE POUR LE CAMEROUN DANS LA PRATIQUE | III.3 UNE TENTATIVE DE QUANTIFICATION

Après avoir établi le coût social du carbone, nous avons calculé la dette climatique de l'Allemagne en multipliant les émissions annuelles de 1990 à 2020 par le CSC de ces années. En utilisant cette approche, le coût social total causé par les émissions de GES de l'Allemagne entre 1990 et 2020 s'élève à 16,1 billions d'euros. Cette dette carbone calculée représente près de 20 % du PIB total généré au cours de cette période.⁵⁸ En soustrayant la dette climatique du monde envers l'Allemagne (en utilisant la même approche et en la multipliant par la part de la population allemande dans la population mondiale), on obtient la dette climatique nette de l'Allemagne : elle s'élève à près de 7 500 milliards d'euros. Ces chiffres indiquent qu'une grande partie du PIB allemand est créée par l'externalisation des coûts vers d'autres pays (les émissions de GES étant l'une de ces externalités).

Figure 2 :
Dette climatique de l'Allemagne par rapport au PIB allemand

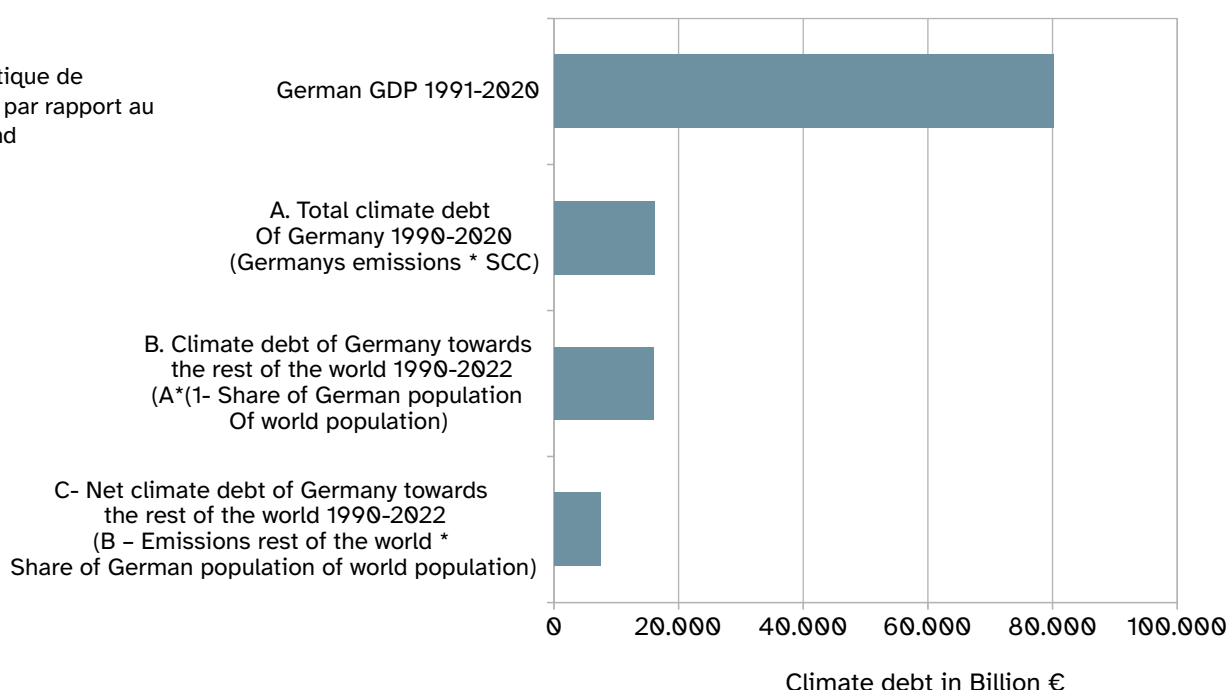
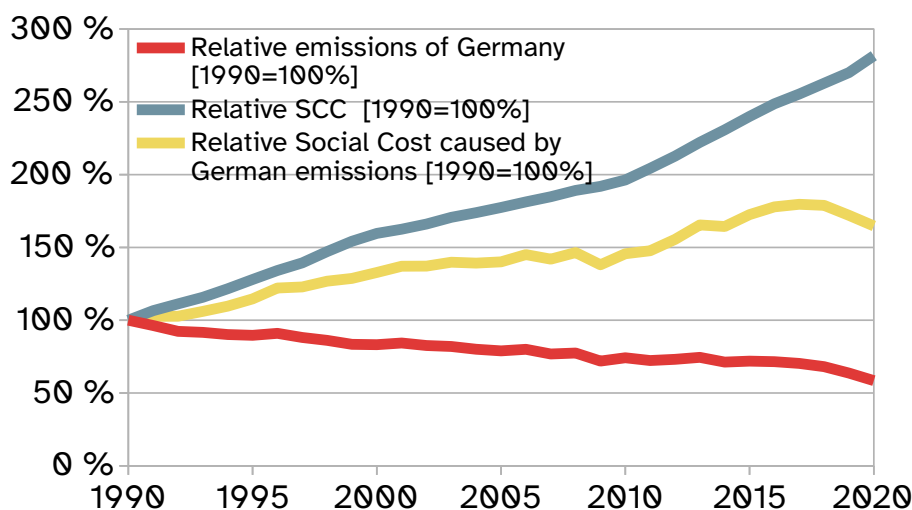


Figure 3 :
Les émissions relatives de l'Allemagne, les SSC relatives et les coûts sociaux relatifs qui en résultent, causés par les émissions allemandes (tous par rapport à 1990)



Pour calculer la part de cette dette due au Cameroun, nous avons multiplié la dette climatique de l'Allemagne par la part de la population camerounaise dans la population mondiale totale. Pour tenir compte du fait que le Cameroun a également émis du CO₂ qui a entraîné des dommages en Allemagne, nous avons répété toute la procédure pour le Cameroun et soustrait la dette du Cameroun vis-à-vis de l'Allemagne de la dette de l'Allemagne vis-à-vis du Cameroun.

Ainsi calculée, la dette climatique nette de l'Allemagne envers le Cameroun pour la période 1990-2020 s'élève à près de 38 milliards d'euros.

Les points suivants doivent être gardés à l'esprit lors de la consultation de ce numéro :

- Le calcul suppose que les coûts d'une tonne de CO₂ émise sont répartis uniformément entre tous les habitants de la planète. En réalité, le changement climatique a des impacts très différents selon les régions du monde, en raison de la répartition des impacts climatiques et de la vulnérabilité de la région. L'initiative mondiale d'adaptation de Notre Dame classe le Cameroun au 55^{ème} rang des pays les plus vulnérables, tandis que l'Allemagne se classe au 10^{ème} rang des pays les moins vulnérables.⁵⁹ Les impacts de la colonisation en sont une raison importante (voir chapitres I et II).
- L'hypothèse d'une relation linéaire entre le CSC et la concentration de GES dans l'atmosphère conduit à une surestimation du CSC si - ce qui est probable - les coûts augmentent en réalité de manière exponentielle. Cependant, l'ajustement d'une fonction exponentielle impliquerait l'élaboration d'une courbe arbitraire, ce que nous avons décidé de ne pas faire pour des raisons de transparence.
- Étant donné que nous évaluons les coûts futurs et présents de la même manière, nous avons choisi d'utiliser un taux de préférence temporelle pure (PRTP) de 0 %.⁶⁰ Si un taux de 1% était utilisé, la valeur des externalités climatiques totales de l'Allemagne passerait à 5,4 billions d'euros et la dette de l'Allemagne envers le Cameroun à 12,6 milliards d'euros.
- Le CSC utilisée a été calculée en utilisant la pondération de l'équité, ce qui signifie que tous les dommages causés par le changement climatique sont traités comme s'ils s'étaient produits en Allemagne, c'est-à-dire que si une école est détruite par une inondation, les coûts de réparation d'une école en Allemagne sont utilisés. Cela s'explique par le fait que les réparations climatiques n'ont pas été payées dans le passé et que le coût social de la destruction du climat a donc été supporté par le peuple camerounais. En d'autres termes, et pour l'intégrité de l'exemple, la perte de jours d'école est aussi préjudiciable pour un élève camerounais que pour un élève allemand. L'approche inverse, en supposant que la destruction d'une école au Cameroun engendre moins de coûts (puisque'il est moins coûteux de la reconstruire), aurait abouti à une dette plus faible.
- Nous avons utilisé les émissions de GES territoriales et non celles basées sur la consommation. Les émissions territoriales comprennent toutes les émissions provenant de processus (fabrication, transport, production d'électricité...) à l'intérieur des frontières d'un pays. Les émissions de GES basées sur la consommation comprennent en outre les émissions des produits consommés en Allemagne mais produits ailleurs, c'est-à-dire les produits importés.⁶¹ L'utilisation de ces derniers augmenterait la dette climatique de l'Allemagne.

59 Indice pays de l'initiative Notre Dame Global Adaptation (ND-GAIN). (2024). Université de Notre Dame. Les liens entre la colonisation et la vulnérabilité sont décrits dans les chapitres I et II.

60 Pour une brève explication du PRTP, voir <https://www.e-education.psu.edu/earth104/node/1135>, pour une discussion plus longue : https://en.wikipedia.org/wiki/Social_discount_rate#%22Pure_time_preference%22_debates.

61 Les émissions des produits exportés sont soustraites à l'inverse.

III.4 LES VOIES DE LA RÉPARATION FINANCIÈRE

Après avoir établi la nécessité de réparations financières pour une transition juste, la question se pose de savoir à quoi cela peut ressembler concrètement. Alors que cette publication propose une analyse approfondie des relations entre l'Allemagne et le Cameroun afin de développer les raisons historiques pour lesquelles les réparations sont nécessaires, les discussions sur les réparations ont été les plus présentes au niveau international.

Si les pistes esquissées ont l'avantage d'être des mesures concrètes, il est important de noter une fois de plus la limite des mesures de réparation financière. Elles ne peuvent prendre en compte des siècles de douleur, comptabiliser des pertes incommensurables et ne remplacent pas la « garantie de non-répétition » centrale qui, en ce qui concerne les questions de justice climatique, doit entraîner une révision fondamentale du système politique et économique actuel.

Les réparations sur une scène multilatérale

La communauté internationale est impliquée dans des mécanismes potentiels de réparation. Bien qu'il faille probablement réviser en profondeur le système financier nécessitant de multiples solutions, il existe quelques pistes concrètes.

L'une des approches consiste à **annuler la dette** des pays du Sud. De nombreux pays sont au cœur d'une crise de la dette : ils ne peuvent pas assurer le service de leur dette, doivent s'endetter davantage et sont pris au piège d'un cercle vicieux. L'annulation de la dette est nécessaire en ce que la dette elle-même représente une injustice ancrée dans la relation débiteur-créancier reproduisant les structures néocoloniales. En effet, les anciennes colonies ont été contraintes de s'endetter lourdement à des conditions très défavorables. Ainsi, la charge de la dette empêche les États de prendre des mesures contre la crise climatique, en conséquence du manque de fonds nécessaires afin de rendre les communautés plus résilientes et mettre en œuvre des mesures de protection.

Au-delà de l'allègement des charges injustes qui pèsent actuellement sur les pays du Sud, des mesures plus proactives sont discutées sous la forme d'un **fonds pour les pertes et dommages**. Il a été créé et rendu opérationnel lors de la COP (conférence sur le climat) de 2022. Le fond est censé prendre en charge les pertes et dommages des crises climatiques ne pouvant pas être restaurés, qu'ils soient dus à des événements météorologi-

ques extrêmes ou à des événements à évolution lente ayant conduit à des dégradations progressives telles que la désertification. Il a été créé afin de soutenir les pays dits « en développement » - une catégorisation de la COP - et comble une lacune dans le financement international du climat en se concentrant non pas sur l'adaptation ou l'atténuation des dommages mais bien en tentant de réparer les préjudices causés. Les dommages peuvent être « économiques », c'est-à-dire quantifiables, comme la destruction d'une école, ou « non économiques », c'est-à-dire liés à la perte d'une culture. Les fonds sont accordés sous forme de subventions et non de prêts, et n'ont donc pas besoin d'être remboursés. La création du fonds est le résultat de décennies de campagnes menées par les pays du Sud. En 1992, lors de la création de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), le Vanuatu a proposé, au nom des petits États insulaires, un mécanisme de compensation des pertes et des dommages ; 30 ans plus tard, ce mécanisme est devenu réalité.

Cependant, il ne bénéficie pratiquement d'aucun soutien financier. En 2024, seuls 731,15 millions de dollars ont été promis par les pays pour devenir un soutien concret. Lors de la COP29 à Bakou, ce manque de financement n'a pas été suffisamment pris en compte.⁶²

Outre les réparations entre États, d'autres voies sont envisageables, comme des manœuvres contraignantes visant à **obliger les entreprises les plus polluantes à payer** directement, ou bien l'in-

stauration de taxes à cet effet, telle qu'une taxe sur les transactions financières. Cette dernière solution permettrait de retirer de l'argent du secteur financier pour le rediriger vers les mouvements de réparation. Cependant, certaines ONG ont noté que la référence à ces mécanismes a été utilisée par les pays du Nord pour échapper à leurs responsabilités. Les gouvernements affirment que le financement des réparations devrait être prélevé sur les entreprises, tout en maintenant les systèmes judiciaires qui rendent l'application de ces revendications extrêmement difficile.

Comme indiqué ci-dessus, l'octroi de réparations nécessite une multiplicité d'actions. Les mesures multilatérales, notamment le fonds pour les pertes et dommages, sont des mécanismes importants devant être utilisés, mais ils doivent être soutenus par des mesures bilatérales, qui sont en mesure de prendre en compte les histoires de colonisation spécifiques à chaque pays. Comme l'a montré cette publication, la crise climatique et le colonialisme sont intimement liés et doivent être abordés ensemble. Au cours de notre atelier au Cameroun, les participants ont appelé à donner la priorité aux anciennes colonies en ce qui concerne les flux financiers destinés à lutter contre la crise climatique. Ce raisonnement nous amène à la possibilité de mesures bilatérales.

Mesures bilatérales

L'action bilatérale, c'est-à-dire l'action entre deux pays distincts, est parfois utile car elle est mieux adaptée à la prise en compte de crimes coloniaux spécifiques et peut également être utilisée lorsque les délibérations semblent bloquées au niveau multilatéral. Un exemple concret de ces revendications est celui des revendications actuelles à l'égard de la Grande-Bretagne en raison de ses actions et de son exploitation coloniale. Les États insulaires des Caraïbes se sont mobilisés pour obtenir des réparations de la part de leurs anciens colonisateurs européens.⁶³ Toutefois, ce n'est que grâce aux visites des chefs d'État britanniques dans leurs anciennes colonies que les revendications ont été mises à l'avant de la scène médiatique et que l'attention du public a été attirée.

En ce qui concerne le climat bilatéral, les réparations qui sont devenues une réalité, il y a eu le soutien de la Nouvelle-Zélande à l'État insulaire de Vanuatu.⁶⁴ Le montant transféré ne s'élève toutefois qu'à 4 millions de dollars, ce qui ne représente guère plus qu'un geste symbolique.

Les actions bilatérales peuvent offrir des possibilités d'organisation de mouvements. Dans le contexte de la relation germano-camerounaise, il est important, par exemple, de mettre en avant le passé colonial de l'Allemagne trop souvent ignoré du grand public, et d'illustrer ses conséquences à long terme.

Poursuites judiciaires

Les actions en justice sont de plus en plus utilisées pour poursuivre les grands émetteurs et sont également utilisées dans la lutte pour les réparations climatiques.⁶⁵ L'État insulaire de Vanuatu, situé dans le Pacifique Sud, a engagé une action en justice devant la Cour internationale de justice (CIJ) afin d'obtenir un avis consultatif sur les réparations climatiques. Malheureusement, l'avis de la CIJ n'est pas contraignant et peut alors uniquement faire avancer la question des responsabilités du paiement des réparations.

La question des réparations est une question de pouvoir politique

Bien que les discussions ci-dessus aient été très techniques, la question des réparations reste une question de volonté politique, qui est à son tour influencée par la force des mouvements et les intérêts des acteurs clés. Il est important de garder à l'esprit les voies potentielles de réparations financières, tout en notant que la question des réparations ne dépend pas du choix du mécanisme parfait, mais de la construction d'un pouvoir capable de faire respecter ces revendications, et de considérer les questions de réparations comme un problème systémique. Il n'est pas seulement nécessaire de lutter pour les réparations, mais aussi de démanteler le système même qui les a rendues nécessaires.

63 Commission des réparations de la Caricom. (n.d.). Plan de réparation en 10 points de la Caricom. <https://caricomreparations.org/caricom/caricom-10-point-reparation-plan/>

64 Daadler, M. (2024, 18 novembre). La Nouvelle-Zélande va signer un accord de réparations climatiques de 4 millions de dollars avec Vanuatu. Salle de presse. <https://newsroom.co.nz/2024/11/18/nz-to-sign-4m-climate-reparations-deal-with-vanuatu/>

65 Spring, J. (2024, 21 mai). Les affaires judiciaires relatives au climat qui pourraient créer des précédents dans le monde entier. Reuters. <https://www.reuters.com/sustainability/climate-energy/climate-court-cases-that-could-set-new-precedents-around-world-2024-05-21/>

RÉPARATIONS CLIMATIQUES DE L'ALLEMAGNE AU CAMEROUN - PERSPECTIVES HISTORIQUES SUR LA DETTE CLIMATIQUE ET LA RESPONSABILITÉ COLONIALE ALLEMANDE

Suite aux pratiques d'exploitation de l'Allemagne et d'autres colonisateurs, le Cameroun a été confronté à des impacts sociaux et environnementaux dévastateurs qui continuent de poser un défi au pays aujourd'hui encore. Le manque de ressources financières nécessaires pour s'adapter a rendu le Cameroun vulnérable aux effets du changement climatique et incapable de faire face aux inégalités socio-économiques persistantes. Alors que l'Allemagne a bénéficié d'un mode de développement basé sur l'utilisation de combustibles fossiles qui a conduit à la crise climatique actuelle, le fardeau de la crise est maintenant supporté par des pays comme le Cameroun qui ont très peu contribué

aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Par conséquent, des réparations climatiques sont nécessaires pour réparer ce tort et tenir les pays industrialisés comme l'Allemagne responsables de leur responsabilité historique. Cette publication explore la relation entre le colonialisme allemand, la vulnérabilité climatique et la capacité d'adaptation du Cameroun et plaide en faveur de réparations climatiques de la part de l'Allemagne, en mettant l'accent sur les réparations financières. Elle comprend un calcul de la dette de l'Allemagne envers le Cameroun et des pistes possibles pour des compensations financières.

Supported by:

**Brot
für die Welt**

using Church
Development
Service funds

Soutenu par le Sustainable Industrial Society Fund de
l'association Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft



Midia NINJA <https://ftic.kr/p/2o3hDoR> - CC BY-NC 2.0